

“900 clandestins en plus, c’est de la folie !”

La politique de lutte contre l’immigration clandestine exigeait 12.000 reconduites à la frontière pour 2006. Un objectif largement atteint pour l’Union nationale des syndicats autonome, section Mayotte... Surprise ! Sarkozy réclame 900 reconduites supplémentaires. Pour l’UNSA, cette requête n’a pas lieu d’être. Pire, elle est contraire à la morale humaine et à la législation française.

« On nous demande de faire respecter des lois que nous-même nous ne respectons pas », s’indigne farouchement le syndicat de police majoritaire : l’UNSA. Elu à 52% par les policiers de l’île, ce syndicat contribue depuis 1996, à la défense des droits du travail des policiers. Elle a entre autre largement contribué à l’appui du décret relatif à l’intégration des policiers dans la fonction publique. A la veille du nouvel an, c’est contre la nouvelle requête du ministre de l’Intérieur Nicolas Sarkozy que l’équipe syndicale de l’UNSA Mayotte s’emporte : *“on nous demandait 12.000 reconduites à la frontière pour novembre 2006. Ce chiffre, en tenant compte des enfants qui accompagnent les parents au moment de la reconduite, est alors largement dépassé. Et voilà que maintenant on exige de nous 900 sans papier supplémentaires. C’est de la folie et d’ailleurs c’est humainement impossible !”*, lâchent outrés Michel Kukolj et Marx-Raymond Rajoana, respectivement délégué départemental et adjoint de l’UNSA Mayotte. Pour le syndicat, la nouvelle doléance du gouvernement pose de nombreuses questions éthiques.

Le policier : un instrument

Tout d’abord, au-delà du chiffre sollicité, l’indignation se place surtout sur l’aspect humain de ces rapatriements en masse. *“Au jour d’aujourd’hui, nous n’avons pas de véhicules adaptés au transport d’autant de personnes. Au dernier arraisonnement de kwassa, les gendarmes ont arrêté environs 80 personnes. Avez-vous déjà remarqué comment les véhicules qui transportent les reconduits sont chargés ? Cette situation ne peut plus durer”*, dénonce le syndicat.

Et La liste est longue : *“nous manquons considérablement de moyens de transports et de ce fait nous entassons les gens comme nous pouvons. Mais nous avons également des soucis de local. Nos locaux ne sont pas adaptés pour recevoir autant de monde. Prenez le centre de retentions de Pamandzi par exemple, il est habilité à recueillir en moyenne une soixantaine de personnes. Actuellement par jour nous atteignons 120 gardes à vue. Sans compter que normalement nous devons évacuer les personnes au plus tard dans les 24 heures. Mais comme nous sommes tributaires de Comores Aviation et du Maria Galanta, souvent nous nous retrouvons avec des gens au-delà des 48 heures”*, énumèrent les syndicalistes.

Des obligations qui ne facilitent pas le quotidien des policiers en fonction, qui souvent déplorent que *“la population nous jette la croix, car pense que nous sommes inhumains.”* Pourtant, pour le syndicat ces conditions de travail ne sont bonnes pour personne. Le policier aussi est soumis à du stress en permanence, *“car il travaille encore plus et devient un instrument, un exécutant qui a comme but d’éviter au quotidien que ça explose.”*